
Brèves économiques pour le Mexique et l'Amérique centrale et les Caraïbes du 4 au 10 octobre 2018

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Relation Mexique / Etats-Unis

Selon le Ministre de l'Économie, le chapitre de politique macroéconomique de l'USMCA n'encadrera pas de manière rigide la politique monétaire et financière mexicaine. Un comité macroéconomique sera créé avec pour objectif une meilleure coordination des politiques fiscales et monétaires. Il disposera uniquement d'un pouvoir consultatif.

Le Mexique a exporté plus d'1 Md USD par jour vers les États-Unis au mois d'août. Les exportations (31,1 Mds USD) et l'excédent commercial (8,7 Mds USD) du Mexique avec les États-Unis au mois d'août ont atteint des chiffres records, et ce malgré l'incertitude alors liée aux négociations de l'USMCA.

Economie

Oxford Economics estime à 2% la croissance du PIB mexicain pour l'année 2018. Les prévisions de *Moody's Analytics* sont plus pessimistes (1,5%) en raison de l'anticipation d'une baisse des dépenses publiques, en lien avec le changement de gouvernement.

Le FMI revoit à la baisse ses prévisions de croissance au Mexique pour l'année 2018 et 2019 : il prévoit une croissance de 2,2% pour 2018 (contre 2,5% estimée en juillet) et de 2,5% pour 2019 (contre 2,9% estimée précédemment). La révision à la baisse des prévisions de croissance s'explique par la faiblesse des performances économiques enregistrée au 2nd trimestre 2018. Le FMI indique également que l'incertitude commerciale n'est pas levée, malgré la conclusion de l'accord USMCA, ce dernier devant encore être approuvé pour les institutions législatives des trois parties de l'accord. Le FMI indique que la prochaine administration mexicaine devra maintenir le processus de renforcement institutionnel en cours afin de maintenir son rythme de croissance. Il souligne que celle-ci sera confrontée à 3 défis : (i) respecter l'autonomie de la Banque Centrale mexicaine afin de garantir la solidité macroéconomique du pays et ancrer les attentes des marchés, (ii) garantir une politique fiscale robuste, (iii) réduire la corruption et l'insécurité.

Santander anticipe une croissance de 2,3% pour 2019. L'USMCA contribuerait à améliorer la dynamique de l'investissement privé, tirant la croissance vers le haut. Cette perspective de croissance est cependant fragilisée par la baisse de 5% de la production pétrolière attendue pour 2018 et à laquelle devrait s'ajouter une baisse de 1,5% de la production pétrolière en 2019, selon Santander.

Pour le quatrième mois consécutif, l'inflation accélère au mois de septembre et atteint 5,02% (g.a.). L'inflation a crû de 0,42% entre les mois d'août et septembre 2018, tirée par la hausse du prix des carburants et de certains produits agricoles (œufs et tomates). Le taux de variation annuelle de l'inflation sous-jacente enregistré en septembre 2018 est de 3,67%, soit un niveau inférieur à celui enregistré à la même période en 2017 (4,8% g.a.).

Le FMI estime que l'inflation se situera pour la deuxième année consécutive au-dessus de l'objectif de 3% (+/- 1pt%) pour se situer à 4,8% pour l'année 2018 et 3,6% pour 2019.

Selon l'Association Mexicaine d'Énergie Éolienne, la production d'énergie éolienne triplera (de 4,5 GW à 12 GW éolien) entre 2022 et 2024. L'énergie éolienne a été fortement attractive pour les investisseurs dans le cadre des enchères électriques lancées ces trois dernières années. L'Association Mexicaine d'Énergie Éolienne s'attend à ce que les prix de l'énergie éolienne diminuent.

L'investissement en capital fixe a crû de 4,32% (g.a.) en juillet, soit sa plus forte croissance pour un mois de juillet depuis 2015. Il a été particulièrement dynamisé par l'achat de machines et d'équipement (5,3% g.a.).

PEMEX a annoncé la découverte de 2 nouveaux gisements de pétrole dans le Golfe du Mexique, au potentiel productif de 45 000 barils/jour. Ces 2 gisements, avec les 4 autres gisements découverts dès 2010, permettraient de produire 210 000 barils de brut/jour à partir de fin 2020 (soit 11,7% de la production pétrolière actuelle) et 350 M pieds cubes de gaz/jour. Le Ministre de l'Énergie, Pedro Joaquín Coldwell, estime que la découverte de ces 2 gisements est une des 10 plus importantes découvertes réalisées ces 15 dernières années. **Le Ministre de l'Énergie considère que la tendance à la baisse des réserves nationales de pétrole pourrait s'inverser d'ici 2 ans.** En 2018, la production de PEMEX a baissé de 6,6% par rapport à l'an passé.

La future administration prévoit de réformer, à mi-mandat, la loi régissant les pensions de retraites. Le futur Vice-Ministre des Finances, Arturo Herrera Gutiérrez, a invité les sociétés de gestion de fonds de pension de retraite (AFORES) à réviser leur régime d'investissement et à réduire les commissions qu'elles facturent, afin que les travailleurs bénéficient des meilleurs rendements. Il souligne qu'actuellement, les commissions facturées par les AFORES représentent 1,8% du salaire des travailleurs, alors que la norme internationale est de 0,7%. L'association mexicaine des AFORES (Amafore) indique que les AFORES disposent d'une marge de manœuvre leur permettant de réduire leurs commissions, celles-ci étant principalement destinées au financement de campagnes de publicité. Le futur Vice-Ministre des Finances a indiqué que les thèmes relatifs à l'informalité, au vieillissement de la population et à la hausse des contributions (actuellement de 6,5% du salaire des travailleurs affiliés à l'IMSS) seront pris en compte dans la réforme.

Nouvel Aéroport International de Mexico (NAIM)

Selon l'enquête réalisée sur un échantillon de 1 000 mexicains par *Consulta Mitofsky*, **l'intérêt des citoyens pour la localisation du Nouvel Aéroport International de Mexico (NAIM) serait de plus en plus faible, à deux semaines de la consultation citoyenne prévue par le futur Président.** Plus de la moitié des enquêtés ont exprimé leur indifférence face aux éventuelles bénéfices et préjudices qu'entraînerait le projet du NAIM, et seul 1/3 des enquêtés se disent intéressés à participer à la consultation citoyenne. L'enquête révèle que seul 3 enquêtés sur 10 ont écouté les débats relatifs au projet d'aéroport, mais 6 enquêtés sur 10 préfèrent qu'une consultation citoyenne tranche le débat.

Une enquête réalisée par *El Financiero* révèle toutefois que 62% des enquêtés seraient pour la poursuite de la construction du NAIM sur le lac de Texcoco.

La consultation citoyenne permettant de définir le lieu de construction du NAIM se tiendra du 25 au 28 octobre. La Fondation Arturo Rosenblueth est en charge de son organisation. Des bureaux de vote seraient installés dans 538 communes (sur 2 400 communes mexicaines). Le futur Ministre des Transports, Javier Jiménez Espriú, donnera une conférence de presse jeudi 18 octobre afin de donner les détails du processus de consultation. Le choix des citoyens portera sur la poursuite de la construction du NAIM sur le lac de Texcoco (projet initial impulsé sous le mandat d'Enrique Peña Nieto) ou la construction de 2 pistes supplémentaires sur la base militaire de Santa Lucia, permettant l'opérabilité de 2 aéroports (l'actuel aéroport international Benito Juárez et Santa Lucia).

AMLO a annoncé qu'il envisagerait de poursuivre la construction du NAIM sur le lac de Texcoco si Carlos Slim et d'autres investisseurs privés prennent à leur charge les 4,5 Mds USD nécessaires à la poursuite du projet.

Finances publiques

985 M USD ont été récupérés par le Ministère des Finances au cours du sexennat d'Enrique Peña Nieto grâce aux audits réalisés par le Ministère de la Fonction Publique sur les ressources transférées aux Gouvernements locaux. Le Ministère aurait renforcé ses procédures d'audit relatives à l'utilisation des ressources fédérales, via la réalisation de 11 449 audits et visites auprès des diverses entités de la fédération.

Entreprises et grands contrats

Safran prévoit une croissance du secteur aéronautique de 5% pour l'année 2018, poussée par le dynamisme de la demande. Avec 19 usines implantées au Mexique, dont 7 dans l'Etat de Querétaro, l'entreprise française emploie plus de 12 000 personnes, soit plus de 20% du capital humain du secteur aéronautique au Mexique, et pourrait employer en 2018 300 personnes supplémentaires.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 11/10/2018
Bourse (IPC)	-2,12%	-5%	47 650,11
Risque pays (EMBI+Mx)	+4%	-0,55%	179
Taux de change USD/Peso	-0,5%	+1,86%	19,07
Taux de change Euro/Peso	+0,04%	-0,58%	22
Prix du baril de pétrole mexicain (USD)	+4,93%	+56,97%	75,77

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

Le taux de croissance de l'Amérique centrale (hors Panama et Costa Rica) en 2018 sera, d'après la Banque Mondiale, de 2,3%, contre 2,8% en 2017, en partie à cause de la crise que le Nicaragua connaît depuis avril dernier et qui se traduira par une contraction de son économie. Le Honduras domine la région avec une prévision de croissance de son PIB évaluée pour 2018 à 3,6%, suivi du Salvador (2,8%), du Guatemala (2,6%), du Belize (1,5%) et du Nicaragua (0,9%). L'Amérique centrale devrait continuer de croître à un bon rythme en 2019, mais l'ensemble de la zone pourrait continuer à être impacté par la crise politique qui secoue le Nicaragua.

Au deuxième trimestre, le commerce régional a augmenté de 3% (g.a.), atteignant 4,8 Mds USD. Les exportations totales de la région se sont élevées à 12,3 Mds (+1,7% g.a.), dont 29,4% destinées au marché centroaméricain. Les importations se sont, elles, chiffrées à 36,4 Mds USD (+7,6% g.a.) dont 14,1% provenant du marché intrarégional.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

Les syndicats sont en grève, pour la 5^{ème} semaine consécutive, afin que la réforme budgétaire approuvée par la Congrès soit déclarée anticonstitutionnelle. La loi comprend la conversion de la taxe de vente en TVA (au taux inchangé de 13%, mais la quantité de produits et services à taxer augmentera). Elle comprend également des modifications à l'impôt sur le revenu et aux revenus du capital, ainsi que des initiatives visant à contenir les dépenses, notamment les primes salariales dans le secteur public.

Le colon se déprécie face au dollar, en raison de la poursuite de la grève des syndicats et des incertitudes sur la situation fiscale.

Le gouvernement costaricien espère lancer dans les prochaines semaines l'appel d'offres pour l'étude de faisabilité du train électrique, projet de 73 kilomètres sur trois lignes (capacité de 250 000 passagers par jour) qui devrait traverser les principales villes du pays. D'après la Première dame, l'étude de faisabilité devrait être achevée d'ici 2019, afin de débiter la construction en 2021.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

L'inflation s'accélère et a atteint 4,6% (g.a.) en septembre (contre 2,6% en juillet et 3,3% en août).

En août, le pays a enregistré une croissance économique de 3,2% (g.a.), tirée notamment par le dynamisme du commerce de gros et de détail.

Les IDE ont diminué de 26,3 M USD au 1^{er} semestre 2018 (g.a.), totalisant 546,2 M USD. Il s'agit du montant d'IDE reçus le plus bas enregistré au 1^{er} semestre ces dernières années : 566 M USD en 2016, 597 M USD en 2015, 729 M USD en 2014 et 690 M USD en 2013. Sur la période, les secteurs ayant capté le plus de capitaux étrangers sont la distribution (185 M USD), l'industrie manufacturière (97,1 M USD), les banques et assurances (89 M USD), les télécommunications (58 M USD) et l'électricité (52,3 M USD). Les Etats-Unis restent le premier investisseur (155 M USD), suivis du Mexique (94,9 M USD), de la Colombie et du Luxembourg (46 M USD).

Les exportations se sont contractées de 2,4% sur les 8 premiers mois de l'année 2018, totalisant 7,3 Mds USD, soit 183,3 M USD de moins sur la même période en 2017. D'après la Banque du Guatemala (Banguat), cette baisse s'explique notamment par la réduction des cours des matières premières et de leurs volumes vendus à l'étranger. Comparées à 2017, les exportations de café, sucre, et caoutchouc ont par exemple enregistré une baisse de 258,7 M USD en 2018. On note par ailleurs une hausse soutenue des exportations vers les Etats-Unis (+3,6%) et le Mexique (+3,1%) mais une nette diminution vers le Japon (-31,7%), le Canada (-27,2%), le Honduras (-18,1%), et le Nicaragua (-0,7%).

Un 1^{er} partenariat public-privé a été signé pour la construction d'un tronçon d'autoroute de 41,2 kilomètres (montant total des travaux estimé à 80 M USD). L'appel d'offres a porté sur la réhabilitation, l'administration, l'exploitation, l'entretien et les travaux complémentaires de l'autoroute entre Escuintla à Puerto Quetzal. Les travaux s'étaleront sur 3 ans. Le contrat a été attribué à Consorcio Autopistas de Guatemala, formé par les groupes Marhnos (mexicain) et Precon (guatémaltèque). D'après la Chambre Guatémaltèque pour la Construction, le portefeuille de projets identifiés dans le cadre d'un partenariat public-privé s'élève à 1,5 Mds USD.

En hausse de 8,3% sur les 8 premiers mois de l'année 2018 par rapport à 2017, les actifs bancaires atteignent aujourd'hui un total de 41 Mds USD. Les banques ont enregistré des bénéfices nets évalués à environ 365 M USD sur les 8 premiers mois de l'année 2018, soit une augmentation de 6,2% par rapport aux 340 M USD atteints à la même période en 2017.

670 zones franches sont présentes en Amérique latine, dont 12 au Guatemala, lesquelles regroupent 186 entreprises. Ces dernières, qui génèrent 16 000 emplois directs et indirects, représentent 7% du total des exportations guatémaltèques. Le gouvernement a profité de la 22^{ème} Conférence des Zones Franches des Amériques qui s'est déroulée à Antigua Guatemala pour exprimer sa volonté d'accélérer le développement de zones franches sur son territoire. D'après la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal), chaque dollar exonéré fiscalement au sein des zones franches au Guatemala génère 5 USD pour le pays. Au niveau régional, les 10 000 entreprises situées dans les zones franches produisent annuellement 31 Mds USD de revenus d'exportations.

Au mois de septembre, le pays enregistre une inflation interannuelle de 4,4% et reste dans la marge de tolérance de $4,0\% \pm 1,0$ du programme monétaire 2018-2019. L'inflation cumulée a atteint 2,90%, en baisse par rapport à la même période en 2017 (3,24%).

Depuis janvier 2018, le pays a reçu 3 509 M USD en *remesas*, soit une augmentation de 9% par rapport à la même période en 2017.

4,2 Mds USD de marchandises devraient être exportées cette année par les « *maquilas* » honduriennes. D'après les projections de la Banque centrale du Honduras (BCH), la production, en termes courants, devrait augmenter de 7,1% en 2018. Il en résultera une augmentation de l'emploi de 1,9% et une contribution au PIB de 4,8%, similaire à celle de 2017.

L'épargne du secteur privé dans les banques a augmenté de 5% en un an et atteint aujourd'hui 11,6 Mds USD (48,4% du PIB). 59,2% de cette épargne appartient aux ménages et traduit donc un renforcement de la culture de l'épargne bancaire.

Plus de 16 M USD sont investis par Aeropuertos de Honduras dans le terminal international de l'aéroport Ramón Villeda Morales à San Pedro Sula, capitale économique du pays. Aeropuertos de Honduras est aujourd'hui le gestionnaire des quatre aéroports internationaux du pays. L'entreprise a investi dans ces derniers plus de 62 M USD depuis 2000, dont environ 60% pour les aéroports de Tegucigalpa (Toncontin) et de San Pedro Sula.

Le gouvernement nicaraguayen estime les pertes dues à la crise sociopolitique, qui a commencé le 18 avril, à 1,18 Md USD. Le taux de croissance du pays devrait ainsi passer de 4,9% en 2017 à 0,9% en 2018, selon les estimations du gouvernement. Les recettes générées par l'industrie du tourisme ont chuté pour atteindre 231 M USD, contre 700 M USD en 2017. Le secteur de la distribution enregistre des pertes de 159,4 M USD et on estime qu'entre 200 000 et 347 000 emplois auraient été détruits en cinq mois. Le gouvernement comptabilise également près de 205,4 M USD au titre de la destruction du patrimoine public (affrontements entre police et manifestants). Le Trésor nicaraguayen s'attend à percevoir, cette année, 219,2 M USD en moins de recettes fiscales, suite au ralentissement économique.

Selon de nouvelles prévisions de la Banque mondiale, le PIB du pays devrait se contracter de 3,8% cette année. Au vu du contexte actuel, il n'y a aucune perspective de nouveaux investissements dans le pays. En juillet, l'activité économique avait de nouveau reculé (-4% g.a.), comme en mai et juin.

La Chine et le Panama ont ouvert mardi 9 octobre la troisième série de négociations pour un accord commercial entre les deux pays. La Chine est la troisième destination des exportations panaméennes, avec plus de 42 M USD exportés en 2017. Le Panama y exporte principalement du café et des peaux de bovins, tandis que la Chine exporte au Panama des produits de haute technologie.

Le FMI a revu à la baisse les perspectives de croissance du Panama et a insisté sur la nécessité d'approuver la loi sur la pénalisation de l'évasion fiscale. L'institution, qui avait déjà revu ses perspectives de croissance à la baisse il y a 4 mois (de 5,6% à 4,6%), attribue cette décélération à une moins bonne performance du pays au 1^{er} trimestre, notamment dans le secteur de la construction, touché par une grève entre avril et mai 2018. Le FMI estime cependant que le ralentissement est temporaire et devrait commencer à se résorber dès 2019.

Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

65 M USD seront investis par la banque Cuscatlan (5^{ème} banque du pays en termes d'actifs) pour le financement de projets immobiliers. Le secteur de la construction contribue à hauteur de 4,7% au PIB national et se trouve aujourd'hui en situation de reprise après des années de déclin. On recense actuellement 212 projets de construction, essentiellement des immeubles d'habitation, pour une valeur d'environ 1,8 Mds USD.

CARAÏBES

2017 – PIB : 142 Mds USD | Pop : 43 M hbts

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M

Le pays a revu le niveau des salaires minimum. La révision de ces derniers est supérieure à l'inflation (14,1% en août) pour la plupart des segments du marché du travail haïtien.

Le Gouvernement a modifié, le 9 octobre, l'arrêté présidentiel du 1er Mars 2018 interdisant le paiement dans une autre devise que la Gourde sur le territoire national. Cette interdiction avait pour objectif de contrer la dollarisation en cours de l'économie haïtienne, en outre confrontée à une dévaluation de sa devise. Le nouveau Gouvernement, en place depuis le 6 septembre, est revenu sur cette politique, cette dernière n'ayant pas eu les effets escomptés.

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

Total Jamaïque a rejoint la liste des acteurs économiques locaux qui fourniront une assistance financière aux jeunes entrepreneurs en Jamaïque. L'entreprise française a notamment organisé le « Challenge Total du Startupper de l'année » qui récompense les meilleures start-ups de l'île. Le Directeur de Total en Jamaïque a indiqué que ce challenge s'inscrit dans l'objectif de Total de renforcer la capacité des pays dans lesquels l'entreprise est implantée.

D'après une enquête réalisée par la chambre de commerce jamaïcaine, la confiance des consommateurs a atteint son niveau le plus important depuis 17 ans. Elle a crû tant concernant les conditions économiques actuelles que pour les perspectives futures. La confiance des entrepreneurs est restée quant à elle stable après une baisse au T1 2018. Les entrepreneurs considèrent que la dévaluation du JMD représente le principal facteur de risque pour les projets d'investissement.

Selon l'économiste de la BID pour la Jamaïque, les indicateurs macroéconomiques permettent d'estimer qu'il s'agit de la meilleure période de ces 20 dernières années pour le secteur privé jamaïcain. La bonne santé économique du pays résulte selon lui des « *efforts extraordinaires* » en termes de macro-stabilité réalisés par le Gouvernement sur les 6 dernières années.

Selon Bloomberg, le marché des valeurs mobilières jamaïcain a connu la plus forte croissance mondiale, avec une croissance de 233% sur les 5 dernières années, contre 86% pour la 2^{ème} place boursière en croissance (le Viêt Nam).

République Dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

Le secteur minier est celui qui contribue le plus aux exportations du pays, et celui dont les exportations ont le plus augmenté entre 2010 et 2017 (49% en moyenne annuelle sur la période) selon la Banque centrale. 15 des principaux produits d'exportation entre 2010 et 2017 étaient des produits miniers (or, ferronickel, cuivre et argent). Le secteur minier est le deuxième secteur récepteur d'IDE sur la période (17% du total).

La République Dominicaine atteindra l'autosuffisance alimentaire en 2020, selon les entités composant le cabinet agroalimentaire du Gouvernement. Selon le Ministre de l'Agriculture, la production du pays couvre à ce jour 85% des produits de la consommation de base.

La République Dominicaine renouvellera pour la période 2019-2022 l'alliance stratégique qui la lie à la Banque Mondiale, a annoncé le Ministre de l'Économie suite à sa réunion avec la direction de la BM pour les pays des Caraïbes. Celle-ci inclura le financement de nouveaux projets d'investissement publics.

Trinité-et-Tobago

2017 – PIB : 21,6 Mds USD | Pop : 1,4 M

Le Ministre des Finances a présenté un budget de 7,68 Mds USD, incluant un déficit fiscal de 590 M USD. Ce budget prend en compte l'augmentation des prix de l'essence, une décélération de la baisse des subventions sur les carburants, et l'absence de hausse d'impôt jusqu'à la fin du mandat du Gouvernement. Le Ministre est revenu sur la décision de fermer la raffinerie publique *Petrotrin*.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.